



*Premier observatoire mondial sur la  
jeunesse et le développement durable*

# ScenaRio 2018

---

**Jeunesse, changement climatique et  
emploi décent**

*Note d'analyse pour  
l'Organisation Internationale du Travail*



International  
Labour  
Organization

## Présentation

Cette note vise à fournir une analyse inédite des résultats des enquêtes Scénario sur les perceptions et attentes des jeunes générations en matière de développement durable, spécifiquement articulée autour des liens entre changement climatique et travail décent. Cette note d'analyse abordera ainsi une série de sujets stratégiques pour l'Organisation Internationale du Travail, faisant écho à l'édition 2018 du rapport de l'OIT « Emploi et questions sociales dans le monde » traitant notamment de l'écologisation des emplois.

## Résumé pour décideurs

### Un double défi pour les jeunes : le développement durable et l'emploi

Le développement durable, défini par le rapport Brundtland (1987) comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » place de fait la jeunesse au centre du débat. Groupe central des réflexions et de l'action pour le développement durable, les 18-29 ans représentent environ un quart de la population mondiale, soit 1,8 milliard de personnes. Au vu de l'urgence climatique et environnementale, il est essentiel que cette génération soit pleinement mobilisée pour la réalisation d'une transition écologique à la hauteur des enjeux. Dans le même temps, cette génération est durement touchée par le chômage, qui frappe 13,1% des jeunes au niveau mondial en 2016 [OIT, 2016]. De plus, il est important de noter la précarité accrue des jeunes travailleurs : ainsi 37,7% des jeunes travailleurs dans le monde sont pauvres ou extrêmement pauvres, contre 26% des travailleurs adultes [OIT, 2016]. Dans une perspective de développement durable, il apparaît donc essentiel de favoriser la création d'emplois décents dans les nouveaux secteurs de l'économie verte, afin de permettre l'accomplissement de la transition écologique et une lutte efficace contre le chômage.

### Enquêtes Scénario : précisions méthodologiques pour l'interprétation des résultats

Trois éditions de Scénario ont eu lieu depuis que l'Observatoire mondial de la jeunesse et du développement durable a été lancé, en 2012. En tout, les enquêtes Scénario ont couvert 41 pays. Dans chaque pays, un panel représentatif de 500 à 1000 répondants a été constitué grâce à des méthodes d'échantillonnage professionnelles. Selon les éditions, entre 15 et 28 questions ont été posées dans les langues des répondants, portant sur les thématiques suivantes : perception de l'environnement et du développement durable, perception des enjeux du changement climatique et conséquences du changement climatique sur l'emploi.

### Sélection de statistiques issues des enquêtes Scénario sur le changement climatique et l'emploi

Les données issues des enquêtes Scénario qui ont été retenues pour la présente analyse portent sur les thèmes suivants :

- Le degré d'optimisme vis-à-vis de la croissance verte ;
- La confiance dans différents types d'acteurs pour la protection de l'environnement ;
- La perception du changement climatique, entre opportunités de création et menace de destruction d'emplois ;
- Les conséquences du changement climatique sur la nature des emplois selon les jeunes ;
- Perception de l'évolution des menaces pesant sur l'environnement depuis 20 ans ;
- Prise en compte des enjeux climatiques dans les choix de carrière.

### Messages clés pour une transition écologique juste et la création d'emplois verts et décents.

Sur la base de l'analyse réalisée dans cette note, quatre messages clés émergent pour structurer les réflexions et actions futures :

- **Le travail humain est la matrice principale qui conditionne l'impact des sociétés sur l'environnement**
  - Le travail, comme moyen de production, est un facteur de transformation de l'environnement ;
  - Le travail structure la vie des individus et crée les conditions de leur action pour un développement durable.
- **Le travail est un levier de prise de conscience environnementale et de transformation des pratiques**
  - Le travail est un moyen d'apprentissage et de prise de conscience environnementale pour les jeunes ;
  - Toutefois, les préoccupations environnementales déterminent encore marginalement l'orientation professionnelle des jeunes...
  - ... Et les évolutions induites par la transition écologique à l'échelle des métiers semblent relativement mal appréhendées.
- **La protection sociale est un outil au service de la réussite de la transition écologique**
  - La protection sociale donne les marges de manœuvre nécessaires à la réorientation des travailleurs vers les emplois verts et verdissants...
  - ... et participe d'une approche équilibrée du développement durable

### Synergies à exploiter pour approfondir et opérationnaliser la réflexion sur la jeunesse, le changement climatique et l'emploi décent.

Les messages clés développés dans la présente note constituent seulement une première étape, une base de discussion qui a vocation à être partagée et enrichie afin d'aboutir à des initiatives concrètes. Il s'agit ici d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue avec des acteurs aussi bien publics que privés pour que chacun mesure la place centrale du monde du travail à la fois comme facteur et outil de transformation de l'environnement, comme espace de sensibilisation et de réflexion sur les problématiques environnementales, et comme élément structurant du mode de vie des individus.

Des groupes de travail pourraient ainsi être constitués avec divers acteurs publics et privés dans le but d'approfondir et d'opérationnaliser la réflexion.

#### Institutions et instances internationales

- Acteurs étatiques et de la recherche engagés dans la mise en œuvre de l'ODD n°8 sur le travail décent
- Acteurs étatiques et de la recherche engagés dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris

#### Coalitions d'acteurs privés et société civile

- We Mean Business Coalition
- Partenaires sociaux (syndicats de salariés et organisations



International  
Labour  
Organization

## INTRODUCTION

### Jeunes générations, transition écologique et emplois décents : les enseignements de Scénario au service de l'action de l'OIT

Le développement durable, défini par le rapport Brundtland (1987) comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » place de fait la jeunesse au centre du débat. Groupe central des réflexions et de l'action pour le développement durable, les 18-29 ans représentent environ un quart de la population mondiale, soit 1,8 milliard de personnes. Au vu de l'urgence climatique et environnementale, il est essentiel que cette génération soit pleinement mobilisée pour la réalisation d'une transition écologique à la hauteur des enjeux. Dans le même temps, cette génération est durement touchée par le chômage, qui frappait 13,1% des jeunes au niveau mondial en 2016 [OIT, 2016]. De plus, il est important de noter la précarité accrue des jeunes travailleurs : ainsi 37,7% des jeunes travailleurs dans le monde sont pauvres ou extrêmement pauvres, contre 26% des travailleurs adultes [OIT, 2016]. Dans une perspective de développement durable, il apparaît donc essentiel de favoriser la création d'emplois décents dans les nouveaux secteurs de l'économie verte, afin de permettre l'accomplissement de la transition écologique et une lutte efficace contre le chômage. C'est pour cette raison que Nomadéis place la question de l'emploi au cœur de ses réflexions sur la jeunesse, le climat et le développement durable.

Pour répondre aux besoins des jeunes en termes d'emploi, il est besoin d'imaginer une transition écologique juste, s'articulant notamment autour des quatre dimensions de l'Agenda du travail décent formulé par l'OIT, à savoir : le dialogue social, la protection sociale, le droit au travail, et le droit à l'emploi. Les questions du travail et des emplois décents sont centrales pour le développement d'une nouvelle économie qui réponde aux aspirations des personnes et qui soit pleinement respectueuse de l'environnement. La notion de travail décent est centrale et structurante, car elle induit une vision du travail qui seule permet aux individus de devenir acteurs de la transition écologique (un travail rémunérateur, qui laisse un temps suffisant aux acteurs pour s'engager dans des projets individuels et collectifs).

En l'occurrence, le travail décent est celui qui permet d'assurer les moyens de subsistance grâce à « un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes » [OIT]. Ainsi défini, le travail décent est un instrument d'*empowerment* individuel et collectif au service de la réalisation d'une transition juste vers une économie écologiquement et socialement durable, permettant de mieux protéger l'environnement, de réduire la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale de tous (en cohérence avec les « principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous » [OIT, 2016]).

Pour réaliser ces objectifs, il convient de promouvoir une croissance verte, c'est-à-dire une croissance économique permettant « le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être » [OCDE, 2017]. Au cours des prochains décennies, il est donc crucial que le développement économique soit tiré par une part grandissante d'emplois « verts » ou « verdissants » : les emplois verts étant des métiers dont la finalité et les compétences contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, ou corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement [Pôle Emploi], alors que les emplois verdissants, sans avoir de visée environnementale directe, évoluent en intégrant de nouvelles « briques de compétences » pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale [ONEMEV]. Toutefois, les emplois verts ne sont pas par essence décents, comme le rappelle le rapport 2017 du Directeur Général l'OIT. Il est donc particulièrement important d'associer les concepts d'emplois verts et verdissants à celui de travail décent pour permettre l'accomplissement d'une transition écologique juste.

Tous ces concepts sont relativement neufs, et il est crucial que les jeunes générations s'en saisissent et se les approprient afin d'être pleinement en mesure d'inventer les nouvelles pratiques de travail et les nouveaux métiers qui permettront de réussir la transition écologique. Dans cette optique, les données récoltées au fil des trois premières éditions de l'enquête Scénario - l'observatoire mondial de la jeunesse et du développement durable - fournissent des pistes de réflexion pertinentes et novatrices : l'objectif de cette note d'analyse est ainsi de mettre les enseignements de Scénario en résonance avec les axes de travail prioritaires de l'OIT sur le changement climatique, l'écologisation des emplois et le travail décent, dans le but de maximiser le potentiel d'impact des actions de l'organisation en faveur des jeunes générations.

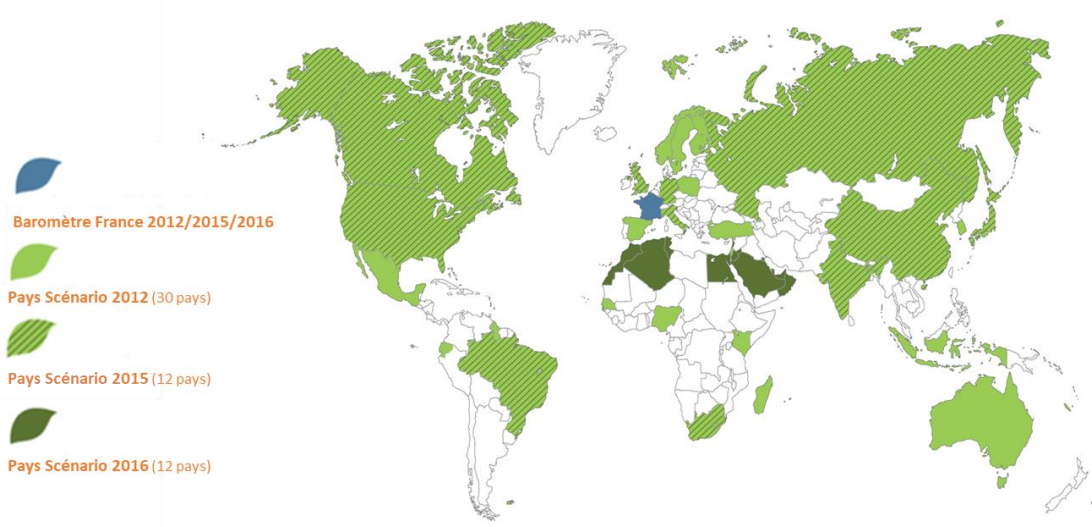
#### Références

1. Chiffres de l'Organisation Internationale du Travail, rapport annuel *Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : tendances pour les jeunes*.
2. Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, OIT, 2016
3. Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, OIT, 2016
4. Site web de l'OCDE, « Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle aider à assurer un développement durable ? », consulté le 20 décembre 2017.  
<http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/quest-cequelacroissanceverteetcommentpeut-elleaideraassurerundeveloppementdurable.htm>
5. ONEMEV : Observatoire National des Emplois et Métiers de l'Economie Verte

## MEHTODOLOGIE

### Enquêtes Scénario : précisions méthodologiques

Depuis 2012, ScenaRio a mobilisé plus de 40 000 jeunes (18 à 29 ans) dans plus de 40 pays à travers le monde



Dans chaque pays, un panel représentatif de 500 à 1000 répondants a été constitué grâce à des méthodes d'échantillonnage professionnelles, prenant en compte les principales caractéristiques socioéconomiques et démographiques locales.

Selon les éditions, le questionnaire a compris entre 15 et 28 questions, posées dans les langues des répondants. Comme présenté sur la carte ci-dessus, les enquêtes Scénario ont successivement couvert entre 12 et 30 pays au fil des années. Les enquêtes ScenaRio sont fondées sur une approche holistique et transversale du développement durable, les questionnaires cherchant à tirer des enseignements sur des sujets variés et complémentaires permettant de dresser un portrait global des perceptions et attentes des jeunes en matière de développement durable. Les thématiques principalement traitées par les enquêtes ScenaRio sont les suivantes :

- Perception de l'environnement et du développement durable : proportion de climato-sceptiques, niveau d'inquiétude, préoccupations, etc.
- Perception des enjeux du changement climatique : priorités pour la société de demain, opportunités et menaces du changement climatique au niveau environnemental, économique et social, etc.
- Conséquences du changement climatique sur l'emploi : création/disparition d'emplois, transformation des métiers existants, attentes des jeunes (formation / orientation/ employeur), etc.

La présente note d'analyse se concentrera prioritairement sur les enseignements tirés du troisième volet thématique présenté ci-dessus : « conséquences du changement climatique sur l'emploi ».



Objet de la présente note d'analyse



## DONNEES SCENARIO

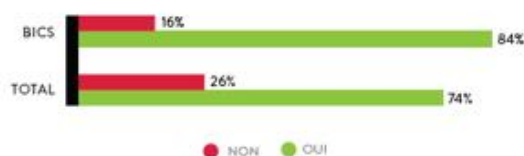
# Les résultats des enquêtes Scenario concernant les conséquences du changement climatique sur l'emploi

## 1. Degré d'optimisme vis-à-vis de la croissance verte et confiance dans les acteurs pour la protection de l'environnement

Comme évoqué en introduction de la présente note, l'idée de croissance verte porte en elle l'ambition de développer de nouvelles filières économiques et de créer de nouveaux emplois, tout en préservant l'environnement. Dans le cadre de Scénario, Nomadéis a ainsi souhaité interroger les jeunes pour mesurer leur degré d'optimisme concernant la réalité de cette croissance verte, et de son impact économique potentiel dans leurs pays respectifs. Les jeunes interrogés lors des éditions 2015 et 2016 de Scénario (12 pays pour chaque édition, voir carte ci-dessus pour le détail) ont ainsi été amenés à répondre (par oui ou non) à la question suivante : « Pensez-vous que l'engagement de votre pays vers une croissance verte et dans des mesures de forte réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) permettrait d'améliorer la situation économique et l'emploi dans votre pays ? »

PENSEZ-VOUS QUE L'ENGAGEMENT DE VOTRE PAYS VERS UNE CROISSANCE VERTE ET DANS DES MESURES DE FORTE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES PERMETTRAIT D'AMÉLIORER LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI DANS VOTRE PAYS ?

Figure 1  
Extrait de Scénario 2015



Les résultats de l'édition 2015 de Scénario indiquent que 84% des jeunes issus des BICS (BRICS sans la Russie) estiment que l'engagement de leur pays en faveur d'une croissance verte et pour des mesures de forte réduction des émissions de GES permettrait d'améliorer la situation économique et l'emploi dans leur pays. Cependant, les jeunes d'autres pays tels que la Russie et le Japon sont plus pessimistes quant à l'engagement de leur pays en faveur de la croissance verte, et quant à la capacité de celle-ci à améliorer la situation économique (avec respectivement 59% et 57% d'opinions favorables). L'édition 2016 de Scénario a quant à elle permis de montrer que les tendances observées dans les BICS se retrouvent, quoiqu'à un degré moindre, chez les jeunes du Moyen-Orient et du Maghreb : 74% d'entre eux pensent en effet que l'engagement de leur pays en faveur de la croissance verte et pour la réduction des émissions de GES permettrait effectivement d'améliorer la situation économique nationale et de créer des emplois. Avec 74% de réponses positives, les jeunes du Moyen-Orient et du Maghreb (édition 2016) se placent dans la moyenne mondiale des jeunes interrogés en 2015 (le taux de réponse positif moyen à l'échelle mondiale était également de 74%, cf. figure 1 ci-dessus).

L'enquête Scénario s'est également penchée sur la confiance que les jeunes accordaient aux différents acteurs pour lutter contre le changement climatique en posant la question suivante : « dans quelle mesure avez-vous confiance dans chacun des institutions, groupes et personnes suivants pour préserver l'environnement ? ». Dix groupes d'acteurs ont été identifiés : les scientifiques et les experts, les écoles et universités, les ONG et organisations de solidarité, les Nations Unies, les villes et les régions, l'Union européenne, les gens en général, les Etats et gouvernements, les entreprises et les médias.

### Niveau de confiance en 2015 (évolution par rapport à 2012) – Panel international

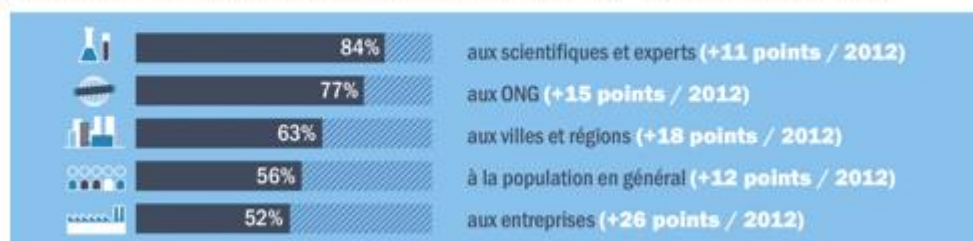


Figure 2 - Extrait de Scénario 2015

Les résultats présentés par la figure 2 ci-dessus décrivent l'évolution des niveaux de confiance pour différents types d'acteurs entre les éditions 2012 et 2015 de l'enquête Scénario. Ainsi, ces données font ressortir un niveau de confiance élevé et croissant dans les scientifiques et les experts, ainsi que dans les ONG (respectivement 84% et 77% des répondants ont au moins « plutôt confiance » dans ces deux groupes). Si les entreprises constituent (avec les médias) l'un des groupes d'acteurs à qui les jeunes accordaient le moins leur confiance pour la protection de l'environnement en 2012 et 2015, il est important de noter que les entreprises sont également les acteurs dont le niveau de confiance a connu la plus forte progression entre ces deux dates (+ 26 points). Ce résultat peut être vu comme un signe de la reconnaissance accrue du rôle des entreprises dans les activités de protection de l'environnement : ce résultat vient appuyer le précédent et met en lumière une attente forte des jeunes en matière d'écologisation du travail réalisé par les entreprises.

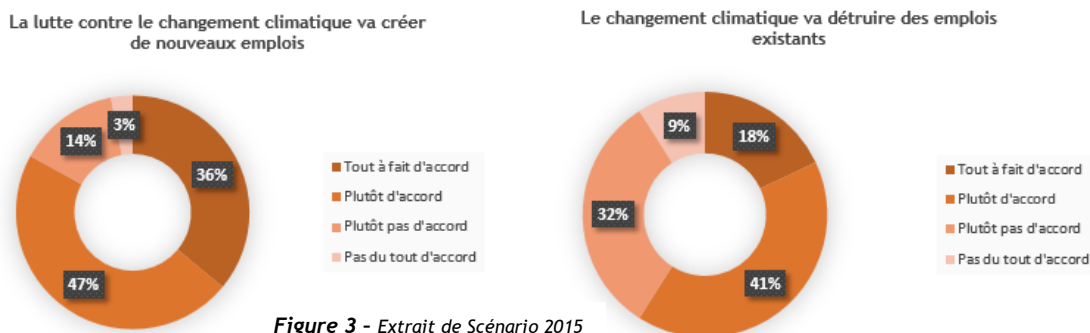
Par ailleurs, il est également notable que, dans le même temps, la confiance accordée aux Nations Unies pour la protection de l'environnement ait également progressé (de 62% à 70% de jeunes faisant au moins « plutôt confiance » entre 2012 et 2015). Ce résultat souligne que les jeunes n'opposent pas nécessairement le rôle des entreprises et celui des organisations internationales en matière de protection de l'environnement ; ces dernières devant construire le cadre juridique, institutionnel et politique qui fournira aux entreprises les incitations nécessaires à l'écologisation massive de leurs activités, et donc permettra une croissance verte.

## 2. Le changement climatique, entre opportunités de création et menace de destruction d'emplois

La question de savoir si le changement climatique est plutôt un facteur de création ou de destructions d'emplois est complexe, et constitue le sujet de nombreuses études. Si la présente note d'analyse ne cherche pas à apporter une réponse scientifique et économique à cette question, elle permet néanmoins d'éclairer la perception que les jeunes en ont, à travers les résultats des éditions 2015 et 2016 de Scénario. Pour ce faire, les deux enquêtes ont successivement demandé aux jeunes répondants de se positionner sur les deux propositions suivantes :

- « le changement climatique va détruire des emplois existants » ;
- « la lutte contre le changement climatique va créer de nouveaux emplois ».

Pour chacune de ces propositions, les répondants étaient invités à se positionner sur l'échelle suivante : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord » et « pas du tout d'accord ».



D'après l'enquête 2015, pour la majorité des répondants, le changement climatique va entraîner la création de nouveaux emplois (83%) et affecter les emplois existants (85%). Les répondants sont plus partagés sur la destruction des emplois actuels, avec 59% de jeunes considérant que le changement climatique va détruire des emplois.

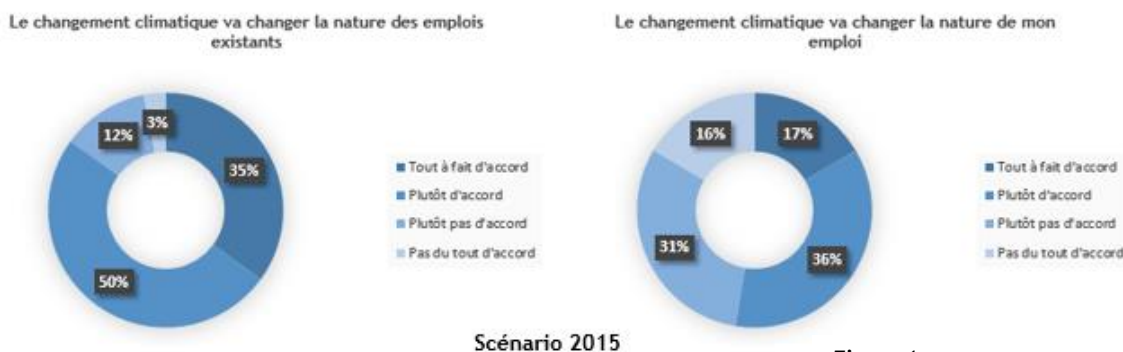
Dans leur propre secteur d'activité, les jeunes sont cependant plus modérés. Ainsi, 64% considèrent que le changement climatique va créer de nouveaux emplois dans leur secteur, et 35% seulement pensent que le changement climatique pourrait détruire leur emploi.

Les jeunes des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, interrogés en 2016, sont moins optimistes sur ces possibilités de création d'emplois : seulement 63% pensent que le changement climatique sera facteur de création d'emploi, alors que 65% pensent que le changement climatique va détruire des emplois existants.

## 3. Les conséquences du changement climatique sur la nature des emplois selon les jeunes

Au-delà de la seule question des potentielles créations ou destructions d'emplois, le changement climatique soulève un enjeu de transformation de la nature du travail réalisé. Grâce aux enquêtes Scénario, la jeunesse mondiale a été interrogée sur ces évolutions de la manière suivante : « selon vous, quelles vont être les conséquences du changement climatique et des défis environnementaux sur les emplois existants ? ». Pour répondre à cette question, les jeunes interrogés ont dû se positionner sur l'affirmation suivante, en indiquant s'ils étaient « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord », « pas du tout d'accord » : « le changement climatique va changer la nature des emplois existants ».

Parmi les 18-29 ans interrogés au cours de l'édition 2015, ils étaient 85% à penser que le changement climatique allait effectivement entraîner des changements dans les emplois existants (nouvelles compétences, nouvelle organisation, nouveaux partenariats, etc.). Il est intéressant de souligner que ce constat est largement partagé, avec de très faibles écarts d'un pays à l'autre : les résultats oscillent en effet entre 80% (Italie) et 90% (Chine) de réponses positives.



Cependant, les jeunes interrogés se montrent plus nuancés lorsqu'on les questionne sur les évolutions de leur propre emploi. Ils ne sont en effet que 51% à se prononcer tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'affirmation « le changement climatique va changer la nature de mon emploi » (chiffres édition 2015). Les écarts sont également plus marqués entre les pays, allant de 38% de réponses positives en Russie et 45% au Canada, à 62% au Brésil et 70% en Inde.

## 4. Chômage et priorisation de la transition écologique

Dans son édition 2015, l'enquête Scénario s'est intéressée aux opinions exprimées par les jeunes concernant les évolutions sociétales qu'ils souhaitent voir advenir de manière prioritaire. Onze priorités étaient proposées aux répondants, en leur demandant de les hiérarchiser :

- Plus de création de richesse ;
- Une meilleure préservation des ressources et de l'environnement ;
- La lutte contre le changement climatique ;
- Une meilleure inclusion sociale ;
- Une meilleure répartition des richesses et des ressources ;
- La réduction de l'extrême pauvreté ;
- Un meilleur accès à la connaissance et à l'éducation ;
- Un meilleur respect des droits de l'homme ;
- La promotion de la paix et de la justice ;
- La lutte contre la malnutrition et la promotion d'une agriculture responsable ;
- L'amélioration de la santé.

Il est particulièrement intéressant de noter que les jeunes au chômage et les jeunes ayant un emploi (excluant ceux qui finissent leurs études/éducation, ainsi que les hommes et les femmes au foyer) ont répondu de manières différenciées à cette question. Ainsi, pour les jeunes ayant un emploi, la meilleure préservation des ressources et de l'environnement était placée en tête des priorités, alors que celle-ci n'arrivait qu'en quatrième position pour les jeunes au chômage. Pour ces derniers, l'évolution sociétale considérée comme la plus prioritaire était la réduction de l'extrême pauvreté ; cette dernière n'étant classée que troisième par les jeunes ayant un emploi.

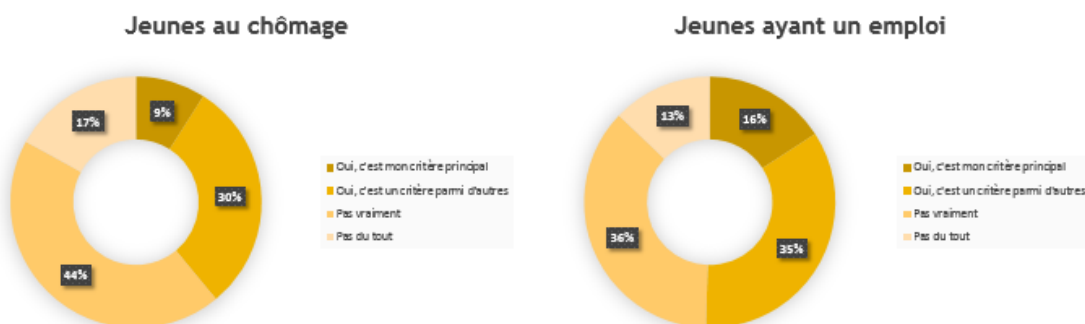
A la lumière de l'enquête Scénario 2015, des différences apparaissent également entre les jeunes au chômage et les jeunes ayant un emploi en ce qui concerne les critères retenus pour la sélection d'une profession ou d'un employeur. En 2015, l'équipe de Scénario a demandé aux jeunes interrogés quels étaient, selon eux et pour eux, les critères les plus importants dans le choix d'un emploi et d'un employeur. Les répondants se sont vus proposer onze critères, à hiérarchiser du plus important au plus marginal :

- Le salaire/niveau de revenu ;
- La sécurité de l'emploi ;
- Les responsabilités et l'autonomie accordées ;
- L'impact de l'activité sur l'environnement et le changement climatique ;
- L'implication de l'employeur en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique ;
- Les conditions sociales (promotion de la diversité, égalité des genres, etc.) ;
- Les opportunités d'évolution (en termes de poste et de statut) ;
- Les opportunités de formation continue ;
- Les opportunités de mobilité géographique et professionnelle ;
- La taille de l'entreprise
- Les perspectives de croissance de l'entreprise / du secteur.

Parmi ces critères, le salaire et la sécurité de l'emploi sont classés respectivement en première et deuxième positions par les jeunes au chômage, alors qu'ils arrivent en septième (salaire) et onzième (dernière) positions (sécurité de l'emploi) chez les jeunes ayant un emploi. Au-delà de ces réponses relativement attendues, il est important de noter que les questions environnementales ne semblent pas encore constituer des critères centraux dans l'orientation professionnelle des jeunes. En effet, les critères relatifs à l'implication de l'employeur en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, et à l'impact de l'activité sur l'environnement et le changement climatique ont été classés huitième et neuvième sur onze, chez les deux catégories de répondants (en emploi et au chômage).

Enfin, lorsque l'on demande directement aux jeunes si le fait de participer à la lutte contre le changement climatique fait partie de leurs critères de sélection en matière d'orientation professionnelle, on observe une réelle différence entre jeunes au chômage et jeunes en emploi : participer à la lutte contre le changement climatique est en effet le critère principal pour 16% des jeunes en emploi, contre seulement 9 % des jeunes au chômage.

### Contribuer à la lutte contre le changement climatique fait-il partie de vos objectifs et critères de choix pour votre orientation professionnelle/carrière ?



Scénario 2015

Figure 5 - Extrait de Scénario 2015

## DISCUSSION

### Messages clés pour l'OIT :

*Pour permettre la création d'emplois verts et décents au service d'une transition écologique juste.*

#### 1. Le travail humain est la matrice qui conditionne l'impact des sociétés sur l'environnement

Le travail, comme moyen de production, est un facteur de transformation de l'environnement.

Le constat posé par l'édition 2015 de l'enquête Scénario est univoque : les jeunes dans leur écrasante majorité (94%) considèrent que l'environnement est plus menacé aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

#### L'environnement est plus menacé aujourd'hui qu'il y a 20 ans

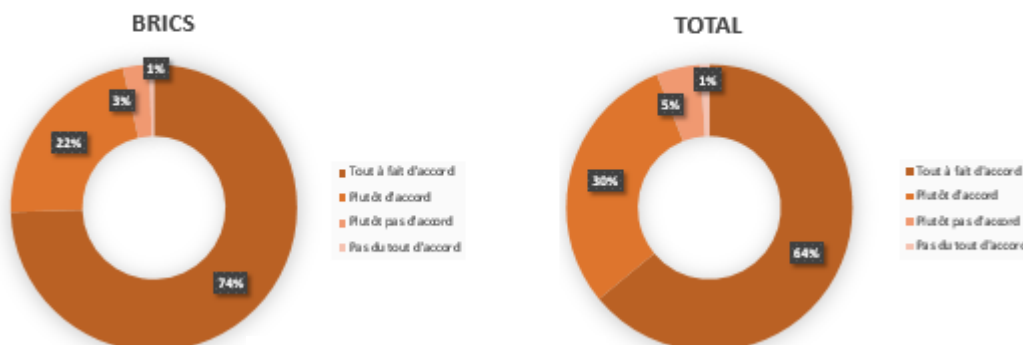


Figure 6 - Extrait de Scénario 2015

Comme le montre la Figure 6 ci-dessus, les jeunes des BRICS expriment avec davantage de vigueur leur sentiment d'un environnement plus menacé aujourd'hui qu'il y a 20 ans, 74% des jeunes des BRICS étant « tout à fait d'accord » avec cette affirmation, contre seulement 64% en moyenne sur l'échantillon global. Cette différence pourrait notamment s'expliquer par le fait que les jeunes des BRICS sont des témoins directs du processus d'industrialisation de leurs pays respectifs, et seraient à ce titre mieux à même d'apprécier la dégradation de l'environnement naturel que les jeunes issus des pays occidentaux, où le processus d'industrialisation est achevé depuis plusieurs décennies. En l'occurrence, on observe que parmi les jeunes interrogés dans l'échantillon de Scénario 2015, les jeunes des pays dits « industrialisés » (pays qui ont depuis plusieurs décennies tendance à délocaliser leurs industries vers les pays du Sud) perçoivent moins largement l'accroissement d'une menace sur l'environnement : ils sont seulement 56% à être « tout à fait d'accord » avec l'idée selon laquelle l'environnement serait plus menacé aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

Quoi qu'il en soit de l'origine de ces écarts dans les réponses, il est dans la nature même du travail, en tant que moyen de production, d'impacter, de transformer, de modeler l'environnement. Le travail transforme notamment l'environnement par le prélèvement de ressources, la transformation et l'exploitation de l'énergie, la production de déchets, la création d'infrastructures, etc. Les manières dont est organisé le travail, les objectifs qu'il poursuit et les moyens qu'il emploie ont donc un impact direct sur la transformation de l'environnement et, de fait, ce sont les conditions modernes du travail qui ont engendré le changement climatique. La nature et les modalités du travail, et donc ses objectifs, doivent ainsi évoluer afin qu'une transition écologique soit possible, c'est-à-dire que la transformation de l'environnement naturel par l'activité humaine ne soit plus une dégradation, mais au contraire une protection, voire un enrichissement. Des emplois verts, visant à améliorer ou protéger l'environnement sont évidemment primordiaux, mais c'est l'ensemble de la chaîne du travail qui doit se réorganiser pour développer une économie bas carbone, ainsi que des filières vertes capables de créer et renforcer des cycles vertueux pour les écosystèmes.

#### Le travail structure la vie des individus et crée les conditions de leur action pour un développement durable.

Dans la société moderne, le travail apporte aux individus les moyens de subsistance qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. Cette nécessité du travail confère aujourd'hui à celui-ci une place (sinon la place) centrale dans la vie des individus, laquelle se trouve directement influencée non seulement par les conditions monétaires du travail, mais aussi par son organisation horaire, ainsi que le niveau de lien social et de développement personnel qu'il permet. Justement, pour que les individus puissent adopter des modes de vie plus respectueux de l'environnement et des rythmes naturels, il est nécessaire que ceux-ci disposent de suffisamment de temps libre, et ce afin d'être en mesure d'identifier et de mettre en œuvre les leviers de la durabilité à l'échelon individuel : alimentation, transports, énergie, etc. Aussi, comme le rappelle l'OIT, le travail décent est celui qui permet d'assurer les moyens de subsistance grâce à « un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes ».

Pour répondre au défi du changement climatique et plus largement du développement durable, le travail ne doit donc pas seulement constituer une transformation positive de l'environnement physique (naturel), mais également être l'instrument qui libère l'individu de la nécessité de la subsistance et lui permet un développement personnel et social cohérent avec les principes et les objectifs du développement durable. Pour ce faire, il est important que les conditions de travail au sein des organisations soient aussi pensées au vu de cet objectif, c'est-à-dire en reconnaissance le rôle structurel du travail dans la vie des individus, et en assurant un équilibre durable entre vie professionnelle et vie personnelle.



## 2. Le travail est un levier de prise de conscience environnementale et de transformation des pratiques

**Le travail est un moyen d'apprentissage et de prise de conscience environnementale pour les jeunes.**

La formation initiale ne semble pas encore répondre massivement aux enjeux posés par le changement climatique. C'est en tout cas ce qui ressort de l'enquête Scénario 2015, au cours de laquelle seule une courte majorité des jeunes interrogés (54%) ont exprimé le sentiment que leur éducation les avait effectivement préparés à faire face aux défis du changement climatique. Des disparités existent en fonction des pays : au sein des pays de l'Union européenne, ils sont 47,5% à considérer que leur éducation les a suffisamment préparés, contre 37% seulement en Russie, 51,5% au Canada et aux Etats-Unis, 59% en Chine, 65% en Afrique du Sud, et 83% en Inde. Les jeunes des BRICS, excepté la Russie, se sentent donc relativement mieux préparés que les jeunes occidentaux.

Cette situation appelle deux types de réponses : d'une part une intégration plus forte des problématiques du développement durable dans les formations initiales et, d'autre part, le recours accru à la formation professionnelle pour garantir que la génération des 18-29 ans actuels (qui ne se sentent, pour près de la moitié, pas suffisamment préparés aux enjeux du changement climatique par leur formation initiale) dispose pleinement des outils et compétences nécessaires pour jouer son rôle dans la lutte contre le changement climatique. La formation professionnelle doit en effet constituer un levier important de sensibilisation et d'*empowerment* des jeunes salariés et demandeurs d'emploi, car il est absolument critique que la génération des 18-29 ans actuels soit parfaitement préparée à relever les défis du développement durable. Le travail, identifié précédemment comme un élément structurant de la vie des individus, se doit donc d'être également une sphère de sensibilisation, de prise de conscience et d'apprentissage permettant à chacun d'exercer son métier de manière plus respectueuse de l'environnement, et de participer activement à la transition écologique sur le plan personnel. Dans cette optique, il convient de favoriser le développement de formations internes mettant en lumière les impacts environnementaux des activités des entreprises et les leviers à même de les réduire.

**Toutefois, les préoccupations environnementales déterminent encore marginalement l'orientation professionnelle des jeunes...**

La sensibilité des jeunes aux questions environnementales se traduit pour l'instant relativement peu en termes de choix de carrière ou d'employeur (cf. Figure 5 ci-dessus). En effet, bien que 80% des jeunes interrogés considèrent le changement climatique comme un réel problème, ils ne sont que 11% à en faire le critère principal d'orientation de leur carrière, et 33% à considérer cette problématique comme un critère parmi d'autres. De plus, on observe des différences entre, d'une part, les jeunes disposant d'un emploi et, d'autre part, les jeunes sans emploi. En l'occurrence, 16% des premiers affirment que la lutte contre le changement climatique est le critère central de l'orientation de leur carrière, quand 35% considèrent cette problématique comme un enjeu parmi d'autres. En revanche, seuls 9% des seconds (les jeunes sans emploi) voient la lutte contre le changement climatique comme le premier critère d'orientation de leur carrière, et 30% en font un critère parmi d'autres. Plus largement, on observe sur l'échantillon global que « l'implication de l'employeur en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique » ainsi que « l'impact de l'activité sur l'environnement et le changement climatique » n'arrivent qu'en huitième et neuvième positions. Ainsi, la prise de conscience d'un environnement menacé ne se traduit pas encore pleinement dans la formulation et la hiérarchisation des choix de carrière. De ce point de vue, il est important de valoriser et promouvoir les entreprises aux pratiques environnementales vertueuses, de sorte qu'elles puissent proposer des conditions matérielles (conditions de travail, rémunération, etc.) compétitives et de nature à attirer les talents.

**...Et les évolutions induites par la transition écologique à l'échelle des métiers semblent relativement mal appréhendées.**

Bien qu'il semble majoritairement admis que le changement climatique induira globalement des évolutions au sein des métiers existants, avec notamment le développement de nouvelles compétences (85% des jeunes interrogés dans le cadre de Scénario 2015 partagent cette idée), les traductions concrètes de ces changements semblent pour l'instant relativement mal appréhendées par les jeunes. En effet, lorsque l'on sort de la logique générale pour interroger les jeunes sur leur situation personnelle, on observe que seuls 51% affirment penser que « le changement climatique va changer la nature de [leur] emploi ». On pourrait pourtant argumenter que le changement climatique et la transition écologique qu'il requiert induiront des évolutions pour l'intégralité des métiers, bien que ces changements ne seront pas nécessairement des changements « de nature » mais *a minima* de méthode ou de moyens. Il est en tout cas très important que ces évolutions soient anticipées au sein des organisations, afin que les changements de pratiques ne soient pas subis mais entrepris de manière proactive. C'est en effet cette proactivité qui permettra de créer une dynamique positive autour de ces changements de pratiques, de manière à éviter que ces changements nécessaires ne soient perçus comme des contraintes exogènes. L'enjeu est double : d'une part réussir une transformation en profondeur des pratiques au sein des organisations pour réduire leur impact environnemental et, d'autre part, embarquer les travailleurs dans une dynamique inspirante qui les amène à modifier également leurs pratiques dans la sphère personnelle, au service du développement durable.

### 3. La protection sociale est un outil au service de la réussite de la transition écologique

La protection sociale donne les marges de manœuvre nécessaires à la réorientation des travailleurs vers les emplois verts et verdissants...

D'après les résultats de Scénario 2015, les deux critères les plus importants pour les jeunes au chômage dans leur recherche d'emploi sont respectivement le montant du salaire et la sécurité de l'emploi. Le travail étant la source de revenus principale pour la grande majorité des individus, il est crucial que les emplois verts et verdissants nécessaires à la transition écologique offrent effectivement des conditions matérielles attractives (dans une optique de croissance verte, c'est-à-dire de croissance des activités bénéfiques à l'environnement).

Par ailleurs, le constat selon lequel de nombreux emplois seront transformés, détruits et créés du fait du changement climatique et de la transition écologique a pour conséquence directe un besoin accru de formation des travailleurs. Dans de nombreux cas, des reconversions seront nécessaires puisqu'il s'agira de requalifier des travailleurs dont les emplois disparaissent au profit de nouveaux, plus adaptés à des modes de production et de consommation durables. Si l'on souhaite faciliter ces transitions vers les nouvelles filières de l'économie verte, il est crucial de créer les conditions qui permettent aux travailleurs d'entreprendre et de réussir leur reconversion. Un système de formation professionnelle efficace doit ainsi être assuré, ainsi qu'un modèle de protection sociale solide, qui rendent matériellement possibles les transitions d'un emploi vers un autre et incitent les individus à se montrer proactifs dans leurs démarches de reconversion (plutôt que la reconversion arrive, à terme, comme une contrainte difficile à gérer).

Dans cette perspective, la protection sociale et la formation professionnelle apparaissent comme des outils permettant de donner aux individus les marges de manœuvre nécessaires pour participer à la transition écologique en prenant l'initiative de développer certaines compétences et de se réorienter professionnellement. En cela, la protection sociale et la formation professionnelle sont des éléments cruciaux de la réussite de la transition écologique. Or d'après l'OIT [2017], 55% de la population mondiale, soit 4 milliards de personnes, demeurent sans aucune protection sociale, tandis que seuls 21,8% des travailleurs au chômage sont couverts par des allocations chômage. Faire transitionner rapidement un nombre suffisant de travailleurs vers des emplois verts ou verdissants pour relever le défi de la transition écologique demande ainsi une consolidation et une extension au plus grand nombre des dispositifs de protection sociale.

#### ... et participe d'une approche équilibrée du développement durable

Les précédents développements ont souligné l'importance de l'avènement de pratiques vertueuses pour l'environnement, à la fois dans le cadre professionnel au sein des organisations ainsi que dans la sphère personnelle. Si le travail structure et permet une large part des modalités de la vie personnelle, la protection sociale joue également un rôle fondamental, et participe directement de la durabilité économique, sociale et donc environnementale, des sociétés. Ainsi, il est intéressant d'envisager le travail et la protection sociale par un prisme commun, comme deux éléments inséparables de la vie individuelle et de l'organisation collective, outils de transformation vers des activités économiques (et donc des emplois) durables.

De ce point de vue, le cadre de réflexion proposé par Kate Raworth, chercheuse au sein du *Environmental Change Institute* de l'université d'Oxford et *Senior Associate du Cambridge Institute for Sustainability Leadership* est particulièrement intéressant. Kate Raworth propose en effet une vision du développement durable assise non pas sur une idée linéaire de la croissance, mais plutôt sur l'idée d'un espace de durabilité situé entre un plancher (ou « fondation ») social et un plafond écologique.

La double nature du travail et de la protection sociale apparaît aisément dans ce cadre : agent de changement en faveur de pratiques environnementales cohérentes avec les limites planétaires [Rockström *et al.*, 2009] d'une part, et outil de consolidation de la fondation sociale (accès aux biens et services essentiels) d'autre part.

Ainsi, il est crucial de mettre en place les dispositifs nécessaires afin que le travail, matrice de l'impact environnemental des sociétés humaines et élément structurant de l'existence des individus, puisse pleinement constituer un levier de prise de conscience individuelle et collective, et de mise en œuvre de pratiques environnementales et sociales vertueuses.

Parmi ces dispositifs figurent évidemment les systèmes de protection sociale et de formation professionnelle, éléments d'*empowerment*, mais également des initiatives au sein de chaque organisation, et qu'il convient d'encourager par des politiques publiques adaptées. Ces initiatives pourraient notamment porter sur les modalités de partage des connaissances, les formations internes, des mesures techniques (eau, énergie, matière, etc.), ou des mesures organisationnelles (modalités de partage de la valeur et d'intéressement, organisation du temps de travail, etc.).

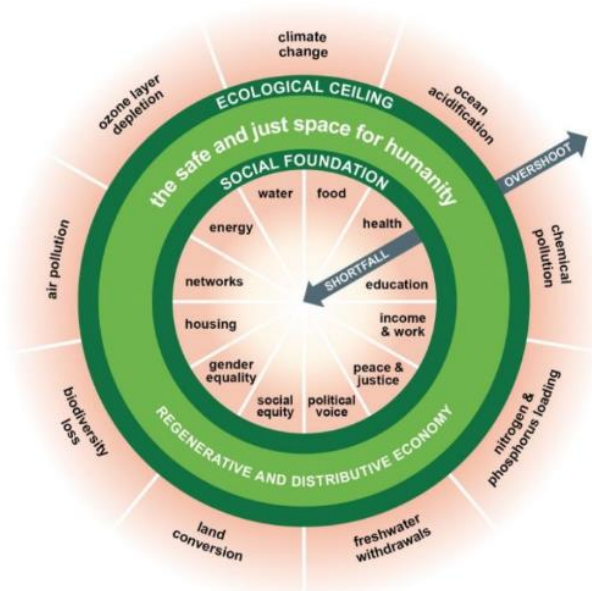


Figure 7. Le « Doughnut of social and planetary boundaries », Kate Raworth [2017]

## POUR ALLER PLUS LOIN

# Ouvrir des espaces de dialogue avec des acteurs publics et privés pour transformer le monde du travail au service d'une transition écologique juste.

Les messages clés développés au cours de la discussion précédente constituent seulement une première étape, une base de discussion qui a vocation à être partagée et enrichie afin d'aboutir à des initiatives concrètes. Il s'agit ici d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue avec des acteurs aussi bien publics que privés pour que chacun mesure la place centrale du monde du travail à la fois comme facteur et outil de transformation de l'environnement, comme espace de sensibilisation et de réflexion sur les problématiques environnementales, et comme élément structurant du mode de vie des individus. Ces trois visions du monde du travail constituent autant d'approches pour faciliter et accélérer la transition écologique (respectivement, et à titre d'exemples : réduire les consommations d'eau, d'énergie et de matière des procédés ; développer la formation professionnelle et la sensibilisation interne sur les sujets d'environnement dans les entreprises ; moduler l'organisation du travail - lieu, horaires, etc. - pour donner aux individus les moyens d'adopter des pratiques plus vertueuses pour l'environnement).

Les éléments présentés ci-dessous constituent des premières suggestions d'acteurs ou d'initiatives dont les activités et objectifs pourraient rendre opportune l'ouverture d'un dialogue visant à approfondir et opérationnaliser les réflexions développées dans la présente note.

### Institutions et instances internationales

- Articulation avec l'Objectif de Développement Durable n°8

L'Objectif de Développement Durable (ODD) n°8 vise à « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ». Si l'ODD n°8 cible en priorité la suppression du travail forcé, la fin de la traite des êtres humains ainsi que l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants, il évoque également la nécessité que la croissance économique n'entraîne plus la destruction de l'environnement. De ce point de vue, il pourrait être intéressant de structurer un espace d'échanges sur les modalités opérationnelles de poursuite de l'ODD n°8 à plusieurs échelles, sur la base des trois axes de réflexion (les trois manières d'envisager le travail et son rôle dans la transition écologique) proposés ci-dessus. Cet espace d'échanges pourrait évidemment associer des réseaux d'acteurs impliqués dans la poursuite opérationnelle des ODD n°13 (« prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ») et n°4 (« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »).

Un groupe de travail composé d'acteurs impliqués dans la poursuite de ces trois ODD pourrait être constitué pour imaginer des propositions de mesures qui permettraient de mobiliser pleinement le pouvoir structurant du monde du travail au service de la transition écologique. De telles propositions de mesures pourraient ensuite être présentées à différents niveaux : dans des cadres internationaux (instances onusiennes, G7, G20, etc.), mais également au niveau européen et national (présentation des propositions de mesures aux législateurs européens et nationaux).

- Articulation avec l'Accord de Paris

Le préambule de l'Accord de Paris indique que les termes de celui-ci tiennent compte « des impératifs d'une transition juste pour la population active et la création d'emplois décents et de qualité, conformément aux priorités de développement définies au niveau national ». En ces termes, l'Accord de Paris reconnaît le lien entre travail décent et transition écologique, qui a précédemment fait l'objet d'une partie des développements de la présente note. Ainsi, il serait pertinent d'associer à ces réflexions des acteurs étatiques et de la recherche travaillant sur les modalités et les conséquences de l'application de l'Accord de Paris (acteurs travaillant à la construction de scénarios prospectifs associant des recommandations de politiques publiques). Là encore, la constitution d'un groupe de travail permettrait de faire émerger des propositions innovantes concernant l'organisation et la réglementation du travail, et de nature à favoriser et accélérer la transition écologique. Dans cette perspective de formulation de recommandations, il pourrait également être pertinent d'associer le *Green Jobs Assessment Institutions Network* (GAIN), réseau partenaire de l'OIT.

### Coalitions d'acteurs privés et société civile

- *We Mean Business Coalition*

Le réseau *We Mean Business* est une coalition mondiale d'organisations à but non lucratif travaillant avec de nombreuses grandes entreprises dans le but d'initier et mener des actions de lutte contre le changement climatique. Les sept organisations à but non-lucratif à l'origine du réseau *We Mean Business* sont : Business for Social Responsibility (BSR), le Carbon Disclosure Project (CDP), le Ceres, The B Team, le Climate Group, le *Prince of Wales's Corporate Leaders Group*, et le *World Business Council for Sustainable Development*.

Associer une telle coalition aux réflexions de l'OIT sur le travail décent et la transition écologique permettrait d'atteindre de nombreuses entreprises internationales (731 entreprises sont engagées dans la démarche menée par *We Mean Business*), de les faire participer à la co-construction de solutions et à favoriser leur mise en œuvre.

- *Partenaires sociaux*

Au niveau national, il serait intéressant de créer un ou des espaces d'échanges permettant de réfléchir avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés et organisations patronales) à la place du monde du travail dans la transition écologique de manière globale : ces réflexions engloberaient chacun des trois axes identifiés dans la présente note, ainsi que toute autre dimension jugée pertinente par les organisations participant aux discussions.



*Premier observatoire mondial sur la jeunesse et le développement durable*

Données récoltées grâce au soutien de :



International  
Labour  
Organization

